



Assemblée générale

Distr. générale
1^{er} novembre 2018
Français
Original : anglais

Soixante-treizième session

Point 136 de l'ordre du jour

Budget-programme de l'exercice biennal 2018-2019

Seizième rapport annuel sur l'état d'avancement de l'exécution du plan-cadre d'équipement

Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

I. Introduction

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le seizième rapport annuel du Secrétaire général sur l'état d'avancement de l'exécution du plan-cadre d'équipement ([A/73/317](#)), ayant été également saisi du rapport du Comité des commissaires aux comptes sur le plan-cadre d'équipement pour l'année terminée le 31 décembre 2017 [[A/73/5 \(Vol. V\)](#)] et du rapport correspondant du Secrétaire général sur l'application des recommandations dudit Comité ([A/73/353](#)). À l'occasion de l'examen des rapports susmentionnés, le Comité consultatif s'est entretenu avec les membres du Comité des opérations d'audit du Comité des commissaires aux comptes et des représentants du Secrétaire général, qui lui ont donné des compléments d'information et précisions, lui faisant tenir pour terminer des réponses écrites le 8 octobre 2018.

2. Le rapport du Secrétaire général fait suite à la résolution [57/292](#) de l'Assemblée générale dans laquelle cette dernière l'a prié de lui présenter des rapports intermédiaires annuels sur l'exécution du plan-cadre d'équipement, résolution dans laquelle l'Assemblée a également prié le Comité des commissaires aux comptes de lui faire chaque année rapport sur le contrôle de l'élaboration et de l'exécution du plan-cadre d'équipement par lui exercé.

3. Le seizième rapport intermédiaire du Secrétaire général est pour l'essentiel consacré aux questions suivantes : a) état d'avancement du projet ; b) avantages du plan-cadre d'équipement ; c) situation financière ; d) suite donnée aux recommandations du Comité aux commissaires aux comptes ; e) installations de loisirs ; f) accessibilité ; g) actifs et dons ; et h) arbitrages.

4. Le Comité des commissaires aux comptes dit s'être intéressé dans son rapport aux questions suivantes : a) situation financière du projet ; b) calendrier et cahier des charges ; c) gestion du complexe ; d) comment tirer le meilleur parti des avantages du projet ; et e) installations de loisirs. Le Comité des commissaires aux comptes rend



compte à l'annexe I de son rapport de l'état d'application de ses recommandations antérieures jusqu'à l'année terminée le 31 décembre 2016, l'annexe II dudit rapport étant consacrée à un texte portant sur les enseignements tirés du plan-cadre d'équipement. Le Comité consultatif a été informé que ce texte qui s'inspirait d'une vaste somme de connaissances de bonnes pratiques en matière d'exécution de projets d'envergure, s'arrêtait sur les principaux enseignements d'ordre systémique qui intéressent directement tous projets d'équipement.

5. Le Comité des commissaires aux comptes dit avoir réalisé l'audit du 19 mars au 13 avril 2018 et avoir formulé cinq nouvelles recommandations majeures qui ont toutes été acceptées par le Secrétariat. Le Comité consultatif fait ci-après, sous les rubriques correspondantes du chapitre II, les observations que lui inspirent le rapport du Secrétaire général et les questions évoquées par le Comité des commissaires aux comptes.

6. Le Comité consultatif rappelle que par ses décisions [71/546 A](#) et [72/547 A](#) l'Assemblée générale avait différé l'examen des quatrième et quinzième rapports annuels du Secrétaire général sur l'état d'avancement de l'exécution du plan-cadre d'équipement ([A/71/309](#), et [A/72/294](#) et [A/72/294/Corr.1](#)) et les rapports correspondants du Comité consultatif ([A/71/541](#) et [A/72/536](#)).

II. Observations

A. Calendrier, cahier des charges et situation financière du projet

7. Il ressort du rapport du Secrétaire général que depuis la parution de son quinzième rapport annuel des progrès ont été accomplis en ce qui concerne les activités de liquidation administrative du projet comme indiqué ci-après : a) les comptes associées aux 24 contrats à prix maximum garanti conclus avec le maître d'œuvre ont été rapprochés et apurés ; b) tous les travaux de construction ont été menés à bien pour l'ensemble des domaines et sous-composantes du plan-cadre d'équipement ; et c) l'ensemble des factures ont été réglées, exception faite de celles liées aux procédures d'arbitrage en cours (voir ci-après par. 32). Dans son rapport, le Comité des commissaires aux comptes évoque le calendrier et le cahier des charges du projet, y compris l'achèvement et la constatation d'achèvement des travaux et la clôture administrative du projet (voir [A/73/5 \(Vol. V\)](#), par. 29 à 33). Le Comité des commissaires aux comptes note que la clôture administrative du projet ne peut intervenir tant qu'il y a des actions contentieuses en cours et que la procédure en étant au tout début, il n'est pas possible d'arrêter un calendrier raisonnable de clôture du compte du plan-cadre d'équipement. **Le Comité consultatif note que le projet du plan-cadre d'équipement demeure en cours et n'est pas encore clôturé.**

8. Le Secrétaire général rend compte de la situation financière du projet aux paragraphes 22 à 27 de son rapport d'où il ressort que le montant total du financement approuvé au titre du plan-cadre d'équipement, soit 2 150,4 millions de dollars, se répartit comme suit : 1 876,7 millions de dollars de crédits alloués aux travaux prévus initialement ; 14,3 millions de dollars de dons ; 159,4 millions de dollars provenant des intérêts créditeurs et de la réserve opérationnelle du plan-cadre d'équipement ; 100,0 millions de dollars de fonds destinés au projet de modernisation des systèmes de sécurité. Si l'on tient compte des dépenses connexes et de celles relatives au centre informatique auxiliaire imputées sur l'enveloppe du plan-cadre d'équipement (154,7 millions de dollars) et du crédit (4,2 millions de dollars) imputé sur le budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix au titre du centre informatique auxiliaire, le montant total définitif des ressources nécessaires au titre du plan-cadre d'équipement s'établit à 2 309,3 millions de dollars, non comprise

l'enveloppe nécessaire à la rénovation initialement prévue des bâtiments de la Bibliothèque Dag Hammarskjöld et de l'annexe sud.

9. Le Comité des commissaires aux comptes rend compte de la situation financière du projet au chapitre B de son rapport (voir [A/73/5 \(Vol V\)](#), par. 7 à 28), renseignant notamment sur la décomposition des prévisions et du coût final des travaux restant à effectuer et des solutions provisoires (ibid., tableau 1). Il y fait observer que les travaux au titre de ces solutions provisoires, d'un coût estimatif initial de 35,0 millions de dollars en 2015, ont été achevés en septembre 2017, le coût final en ayant été de 37,28 millions de dollars, l'enveloppe prévue à cette fin l'année précédente ayant été de 37,30 millions de dollars.

10. Comme suite à sa demande, le Comité consultatif a été saisi du tableau ci-après qui présente une comparaison de la durée, du cahier des charges et des coûts du projet fondée sur l'évaluation initiale résultant du sixième rapport annuel du Secrétaire général ([A/63/477](#)) et de la situation décrite dans son seizième rapport annuel actuel.

	<i>Évaluation initiale (A/63/477)</i>	<i>Situation actuelle (A/73/317)</i>
Durée	Début 2008-milieu 2013	Mai 2008-septembre 2017
Cahier des charges	<ul style="list-style-type: none"> • Construction du bâtiment de la pelouse nord • Bâtiment du Secrétariat • Bâtiment des conférences • Bâtiment de l'Assemblée générale • Bâtiment de l'annexe sud • Bâtiment de la Bibliothèque Dag Hammarskjöld • Démontage du bâtiment temporaire des conférences de la pelouse nord • Aménagement des espaces verts de la pelouse nord 	<ul style="list-style-type: none"> • Construction du bâtiment de la pelouse nord • Bâtiment du Secrétariat • Bâtiment des conférences • Bâtiment de l'Assemblée générale • Démontage du bâtiment temporaire des conférences de la pelouse nord • Aménagement des espaces verts de la pelouse nord • Travaux de sécurisation aux niveaux de la 42^e et de la 46^e Rues a) Projet du plan-cadre 2 150,4 millions de dollars b) Modernisation du système de sécurité 100,0 millions de dollars c) Dépenses connexes 139,7 millions de dollars d) Centre informatique auxiliaire 19,2 millions de dollars
Coût total	1 876,7 millions de dollars	2 309,3 millions de dollars

11. Le Comité consultatif constate que, nonobstant la réduction du cahier des charges, les bâtiments de la Bibliothèque Dag Hammarskjöld et de l'annexe sud en ayant été exclus, le projet a souffert d'augmentations de coûts et de retards considérables. Il constate également que l'enveloppe spéciale initialement affectée à la rénovation de ces bâtiments a été réaffectée à d'autres activités entrant dans le cadre du projet.

12. Le Comité des commissaires aux comptes fait observer dans le document consacré aux enseignements tirés du plan-cadre d'équipement (voir plus haut par. 4) que si des facteurs externes ont contribué à l'augmentation des coûts, la rénovation des bâtiments de la Bibliothèque Dag Hammarskjöld et de l'annexe sud ayant été retirée du cahier des charges, le projet du plan-cadre d'équipement aurait pu être exécuté dans les limites de l'enveloppe allouée.

B. Ordres de modification

13. Le Comité des commissaires aux comptes a relevé dans ses précédents rapports qu'à la date de mars 2016, il y avait eu plus de 4 700 ordres de modification pour un montant total de 497 millions de dollars. Il ressort des informations à jour résultant de l'actuel rapport du Comité des commissaires aux comptes qu'à la date de février 2017, le nombre des ordres de modification ayant trait au plan-cadre d'équipement était passé à 4 746, leur valeur totale s'établissant à 498,75 millions de dollars (voir [A/73/5 \(Vol. V\)](#), par. 17 à 21). Le Comité des commissaires aux comptes note également dans son rapport que le Secrétariat a des informations concernant les avenants apportés au contrat découlant des ordres de modification et le montant total des paiements effectués au titre du contrat pendant la période allant de mars 2017 à mars 2018, mais qu'il n'en détient pas sur les versements correspondant aux seuls ordres de modification. Dans le document consacré aux enseignements tirés du plan-cadre d'équipement, le Comité des commissaires aux comptes fait observer que le Secrétariat a ouvert le chantier sur la base de plans qui seront revus en cours de travaux par le jeu d'ordres de modification, cette façon de procéder comportant un surcroît de risques et d'incertitudes quant aux coûts et délais d'exécution.

14. Comme suite à sa demande, le Comité consultatif a été informé qu'à la suite de la parution du document du Comité des commissaires aux comptes consacré aux enseignements tirés du plan-cadre d'équipement (voir plus haut par. 4), le Secrétariat avait arrêté des directives de projet aux fins de la mise en place d'une structure de référence pour la gouvernance des projets venant définir les pouvoirs et responsabilités des intervenants dans ce type de projets de construction, directives que le Secrétaire général viendra étoffer dans son rapport sur l'examen stratégique des biens immobiliers ([A/70/697](#)), en y consacrant des dispositions aux rôles et responsabilités dévolus aux personnes chargées de définir les produits et d'examiner et d'approuver tous ordres de modification. **Le Comité prend note des mesures prises à ce jour et souligne qu'il est impératif de procéder dès le départ à la conception et la planification rigoureuses et complètes de tout projet ainsi que de veiller à la stricte et ponctuelle application des directives de construction s'agissant de chantiers en cours et futurs, le but étant de réduire à un minimum le nombre et la portée de tous ordres de modification et de faire l'économie d'augmentations de coûts et de retards d'exécution, ces directives pouvant également être aménagées à l'usage. Le Comité suivra l'évolution de cette question à l'occasion de l'examen des futurs rapports intérimaires sur les projets de construction.**

C. Avantages du plan-cadre d'équipement

15. Il ressort du rapport du Secrétaire général que, entre 2006 et 2017, la consommation d'énergie a été réduite de 55 %, la consommation de vapeur l'ayant été de 68 % et celle d'électricité de 20 %. Les prévisions de réduction pour 2018 restent inchangées par rapport à la consommation de 2017. En ce qui concerne les services collectifs (vapeur, eau, électricité et gaz) au cours des six derniers exercices biennaux achevés, (2006-2007 à 2016-2017), le coût en a été réduit d'environ 48 %,

ayant été ramené de 35,9 millions de dollars en 2006-2007 à 18,6 millions de dollars en 2016-2017. Il ressort également du rapport que le coût de ces services devrait diminuer encore pendant l'exercice biennal 2018-2019 pour s'établir à environ 17,6 millions de dollars, ce qui représenterait une réduction globale de 50,9 % par rapport à l'exercice biennal 2006-2007 (voir [A/73/317](#), par. 21 et tableaux 2 et 3).

16. Le Comité des commissaires aux comptes fait observer que si l'objectif de 50 % fixé en termes d'efficacité énergétique est apparemment atteint, les économies d'énergie effectivement réalisées ont été ramenées de 59 % en 2016 à 55 % en 2017. Il fait observer également que le système de communication des informations sur l'énergie mis en service peut être utilisé pour suivre la consommation d'énergie étage par étage et bâtiment par bâtiment. Le Comité des commissaires aux comptes recommande que l'Administration étudie l'utilité du système de communication des informations sur l'énergie pour ce qui est du suivi de la consommation d'énergie à l'échelle des étages et des bâtiments afin de réduire encore la consommation d'énergie partout où cela est possible. Il recommande également que l'Administration rende compte également des réductions de la consommation d'eau (voir [A/73/5 \(Vol. V\)](#), par. 59 à 65)

17. Le Comité consultatif compte que le Secrétaire général donnera suite en toute diligence aux recommandations du Comité des commissaires aux comptes et qu'il en rendra compte à l'occasion de son prochain rapport annuel. Le Comité recommande à l'Assemblée générale de demander au Secrétaire général de suivre de près et de continuer d'optimiser la consommation d'énergie et de continuer de lui rendre compte des gains d'efficacité effectifs réalisés dans ses futurs rapports annuels.

D. Installations de loisirs

18. Le Comité consultatif a évoqué dans ses rapports antérieurs les informations dont il avait été saisi concernant le projet de construction d'un centre de loisirs grâce à une contribution du Comité international olympique acceptée par le Secrétaire général. Le Comité consultatif avait alors exprimé l'avis que la construction d'un tel centre de loisirs était subordonnée à l'approbation préalable de l'Assemblée générale, le Secrétaire général devant exposer les motifs qui l'autoriseraient à faire entreprendre la construction d'un tel centre sans cette approbation préalable. Le Comité consultatif a également dit compter que le Secrétaire général demanderait au Comité international olympique de faire un autre don ou de verser une contribution supplémentaire si des crédits supplémentaires devaient être nécessaires pour couvrir les frais d'entretien ou de rénovation ou d'autres frais au-delà des sept premières années d'existence du centre (voir [A/71/541](#), par. 33 et 34, et [A/72/536](#), par. 27 et 28).

19. Le Secrétaire général n'a fourni aucun complément d'informations sur les installations de loisirs dans son seizième rapport annuel actuel. Le Comité des commissaires aux comptes traite bel et bien de la question, évoquant les installations de loisirs aux paragraphes 73 à 85 de son rapport [[A/73/5 \(Vol. V\)](#)], d'où il ressort que la contribution financière du Comité international olympique acceptée par le Secrétaire général devait servir à financer la création d'un centre de loisirs comprenant une salle de sport située au deuxième sous-sol du bâtiment temporaire des conférences de la pelouse nord du complexe du Siège. Le Comité des commissaires aux comptes dit avoir été informé que le centre de loisirs avait été construit, mais que la salle de sport n'était pas encore opérationnelle (*ibid.*, par. 76). S'étant enquis de la situation sur ce sujet, le Comité consultatif a été informé que le Secrétaire général adjoint à la gestion avait officiellement ouvert la salle de sport le 16 mai 2018, celle-ci étant pleinement opérationnelle depuis juin 2018.

20. Le Comité des commissaires aux comptes fait observer également dans son rapport qu'aux termes du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, toutes contributions volontaires qui entraînent, directement ou indirectement, des obligations financières supplémentaires pour l'Organisation sont soumises à approbation préalable par l'Assemblée générale. Le Comité des commissaires aux comptes constate que le Secrétariat a pris en compte le seul coût des services de nettoyage pendant sept ans, à l'exclusion du coût de l'entretien au-delà de cette période de sept ans. Le Comité des commissaires aux comptes conclut que les installations de loisirs n'étant pas sans incidences sur les coûts, l'acceptation de la contribution est subordonnée à l'approbation de l'Assemblée. **Le Comité consultatif souscrit à l'opinion exprimée par le Comité des commissaires aux comptes.**

21. Le Comité des commissaires aux comptes recommande également que le Secrétariat procède à une évaluation complète des dépenses d'entretien, en tenant compte de tous les aspects de l'entretien, tels que les réparations et le maintien en état des installations de loisirs. Le Comité des commissaires aux comptes recommande en outre que le Secrétariat prenne les dispositions qu'il conviendra pour financer les dépenses de fonctionnement et d'entretien des actifs découlant de la donation du Comité international olympique. **Le Comité consultatif recommande à l'Assemblée générale de demander au Secrétaire général de lui fournir dans son prochain rapport annuel toutes précisions utiles sur l'utilisation, l'entretien et le fonctionnement des installations situées à l'intérieur et à l'extérieur du complexe ainsi que sur les modalités de financement correspondantes durant la période initiale de sept ans et au-delà.**

E. Accessibilité

22. Les questions relatives à l'accessibilité sont abordées aux paragraphes 66 à 72 du rapport du Comité des commissaires aux comptes. Ce dernier indique qu'en réponse à la recommandation formulée dans son précédent rapport [A/72/5 (Vol. V)], le Secrétariat a mené une enquête sur iSeek en août 2017 auprès des personnes handicapées pour recueillir leur avis sur l'accessibilité des installations. Il ajoute avoir été informé que le Secrétariat prendrait en compte les avis exprimés dans le cadre de l'enquête et évaluerait ce qui pourrait être fait, de façon réaliste et raisonnable, pour remédier aux problèmes soulevés. Il indique également avoir été informé qu'au moment de son élaboration comme encore aujourd'hui, le plan-cadre d'équipement était conforme aux normes en matière d'accessibilité arrêtées dans l'Americans with Disabilities Act Standards for Accessible Design de 1991. La version de 2010 de ces normes est entrée en vigueur une fois achevée la conception du plan-cadre d'équipement et alors que les travaux de rénovation avaient déjà commencé. Le Comité recommande que l'Administration : a) analyse les réponses à l'enquête menée sur iSeek et prenne les mesures correctives voulues ; b) examine les prescriptions énoncées dans les normes en matière d'accessibilité de 2010 et prenne progressivement les mesures nécessaires pour assurer le respect de ces normes et garantir l'accessibilité des locaux pour toutes les personnes handicapées.

23. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que l'enquête menée auprès des utilisateurs avait fait apparaître un certain nombre de domaines dans lesquels des améliorations pourraient être apportées en matière d'accessibilité. Ces domaines se trouvent énumérés à l'annexe I du présent rapport. Le Comité a également été informé qu'à la suite de l'enquête, un certain nombre d'améliorations en matière d'accessibilité avaient été apportées dans la salle de l'Assemblée générale en juillet et en août 2018, notamment pour permettre l'accès en fauteuil roulant au podium et aux tables des délégués. Ces aménagements sont décrits à l'annexe II du

présent rapport. Les nouvelles mesures seront mises à l'essai pendant quelque temps afin de déterminer si d'autres changements sont nécessaires. En outre, le Bureau des services centraux d'appui a chargé des spécialistes dans le domaine du handicap de procéder à une étude sur l'accessibilité des locaux du Siège, dont les conclusions devraient être connues dans le courant du quatrième trimestre de 2018. **Le Comité compte que le Secrétaire général fournira à l'Assemblée générale, au moment de l'examen du seizième rapport annuel sur l'état d'avancement de l'exécution du plan-cadre, un complément d'information sur les conclusions de l'étude relative à l'accessibilité des locaux ainsi qu'un bilan des améliorations apportées en matière d'accessibilité.**

24. Le Comité consultatif formule d'autres observations sur les questions susmentionnées dans son rapport sur le plan des conférences ([A/73/458](#)).

F. Protection des actifs

25. Dans son précédent rapport [[A/72/5 \(Vol. V\)](#)], le Comité des commissaires aux comptes s'est déclaré préoccupé par les contrôles internes relatifs à la protection des actifs, notant, après avoir analysé le rapport d'inventaire physique établi par le Secrétariat en 2016, que, sur 1 000 actifs vérifiés lors de l'inventaire physique, 208 (20,8 %) n'avaient pu être localisés et que l'emplacement initial de 78 biens n'était pas précisé. Dans son dernier rapport, le Comité fait le point sur les 208 actifs indiqués comme manquants dans le rapport d'inventaire physique de 2016 (voir [A/73/5 \(Vol. V\)](#), par. 44 à 48). En ce qui concerne l'inventaire physique de 2017, le Comité indique que, sur les 1 555 actifs vérifiés, 266 étaient introuvables, et que, selon les informations actualisées fournies au Comité au moment de l'établissement de son rapport, 25 allaient être passés en pertes et 99 actifs n'avaient toujours pas été retrouvés.

26. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé par le Comité des commissaires aux comptes que la valeur des 208 biens introuvables susmentionnés et celle des 78 biens dont l'emplacement initial n'était pas précisé s'élevaient à respectivement 286 502 dollars et 1,19 million de dollars. **Le Comité souligne qu'il est nécessaire de poursuivre les efforts faits pour retrouver les actifs manquants et recommande que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de lui fournir des informations actualisées sur les progrès accomplis dans ce sens, y compris sur la valeur des biens en question.**

G. Œuvres d'art et autres dons

27. En ce qui concerne les œuvres d'art et autres dons, le Comité des commissaires aux comptes constate que la procédure d'enregistrement des dons exigée par l'Assemblée générale dans sa résolution [63/270](#) n'est pas complète et que le Secrétariat n'a pas procédé à des inventaires physiques réguliers des dons et des installations artistiques. Le Comité recommande que le Secrétariat tienne à jour un registre des œuvres d'art et des dons et procède à un inventaire physique de ceux-ci chaque année pour s'assurer de leur existence.

28. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que l'actuel registre des dons était tenu à jour dans une feuille de calcul mais que le Secrétariat était en train d'enrichir les données versées au registre des dons dans le système de gestion informatisée des installations, ce qui supposait de mettre à niveau et d'adapter le système. La portée des travaux avait été définie et le projet devait être achevé d'ici au premier trimestre de 2019. **Le Comité compte que le Secrétaire général**

appliquera les recommandations du Comité des commissaires aux comptes sans tarder et fera le point de la situation dans son prochain rapport annuel.

H. Suite donnée aux recommandations du Comité des commissaires aux comptes

29. Dans son rapport sur la suite donnée aux recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes ([A/73/353](#)), le Secrétaire général indique que : a) sur les 16 recommandations figurant dans les rapports précédents du Comité, 4 (25 %) ont été appliquées et 12 (75 %) sont en cours d'application ; b) les huit recommandations faites dans le dernier rapport du Comité sont en cours d'application, dont trois devraient l'être avant fin 2018 et cinq avant fin 2019. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a obtenu un complément d'information sur les dates prévues de mise en œuvre des recommandations. **Le Comité compte, d'une part, que tout sera fait pour appliquer sans tarder les recommandations restantes, et, d'autre part, que le Comité des commissaires aux comptes et le Secrétaire général feront chacun un point complet de l'état d'application des recommandations en souffrance dans leur prochain rapport.**

I. Questions diverses

Entretien de la barrière du côté de l'East River

30. Dans son précédent rapport publié en 2017 ([A/72/356](#)), le Comité consultatif rappelait que le Secrétariat l'avait informé en 2016 qu'il prévoyait d'inscrire les travaux de peinture de la barrière au nombre des travaux d'inspection de la structure surplombant le FDR Drive. En 2016, le Secrétariat prévoyait que cette inspection aurait lieu au début de 2017 et qu'en fonction des résultats, les travaux de réparation débuteraient à l'été 2017, c'est-à-dire au moment où le trafic serait moins important (voir [A/72/536](#), par. 26, et [A/71/541](#), par. 32). En 2017, le Comité s'est déclaré déçu qu'aucun progrès n'ait été accompli sur cette question et a recommandé que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général d'achever les travaux de réparation durant l'été 2018 et de faire le point sur la question dans son prochain rapport annuel (voir [A/72/536](#)). Le Comité relève que, dans son rapport, le Secrétaire général n'aborde pas cette question (voir par. 6 ci-dessus).

31. Ayant demandé des informations actualisées sur l'état d'avancement des travaux, le Comité consultatif a été informé que la remise à neuf du parapet en bois avait été achevée en juin 2018. La remise en état de la cloison (partie métallique) était un projet plus complexe et plus coûteux, nécessitant un déplombage et une protection contre les particules de plomb, qui devrait durer trois mois entiers et être entrepris par temps chaud en raison des produits devant être utilisés. Le Comité a également été informé que, selon le Secrétaire général, cette dernière tâche ne pourrait être achevée sans dépasser le montant des ressources approuvé pour le Bureau des services centraux d'appui (Bureau) dans le budget-programme de l'exercice biennal 2018-2019 mais resterait inscrite dans le plan de travail du Bureau. Le Comité a également été informé que l'on continuait de chercher des ressources pour achever les travaux requis sur la cloison et que, dès que les moyens nécessaires seraient disponibles, les travaux seraient effectués dans les meilleurs délais. Le Comité rappelle que, mi-2018, le Secrétariat lui avait donné l'assurance que le projet serait achevé à la fin de 2018. **Le Comité se félicite des progrès accomplis et recommande que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général d'achever les travaux restants dans les meilleurs délais et au plus tard à l'été 2019.**

Arbitrage

32. Le rapport du Comité des commissaires aux comptes ([A/73/5 \(Vol. V\)](#), par. 22 à 25) et celui du Secrétaire général ([A/73/317](#), par. 28 à 30) font le point sur les deux arbitrages en cours concernant le plan-cadre d'équipement. **Le Comité consultatif compte que le Secrétaire général fournira à l'Assemblée générale, lors de l'examen du seizième rapport annuel sur l'exécution du plan-cadre d'équipement, un complément d'information sur l'évolution des affaires d'arbitrage.**

III. Conclusions et recommandations

33. Les mesures que l'Assemblée générale est invitée à prendre sont indiquées au paragraphe 35 du rapport du Secrétaire général. **Le Comité consultatif recommande que, sous réserve des observations et recommandations formulées dans les paragraphes ci-dessus, l'Assemblée générale :**

- a) **Prenne note des progrès accomplis depuis la parution du quinzième rapport annuel sur l'état d'avancement de l'exécution du plan-cadre d'équipement ;**
- b) **Prie le Secrétaire général de lui présenter un dix-septième rapport d'étape à la partie principale de sa soixante-quatorzième session.**

Annexe I

Domaines dans lesquels des améliorations en matière d'accessibilité pourraient être apportées selon l'enquête menée auprès des utilisateurs

Le Secrétariat a fourni le résumé suivant des avis recueilli auprès des utilisateurs de juillet 2017 à mars 2018.

- Les portes du Siège de l'ONU ne sont en général pas faciles à ouvrir pour les utilisateurs de fauteuil roulant.
- Les portes automatiques aux entrées principales sont souvent en panne (le Bureau des services centraux d'appui indique que ce problème a été rectifié).
- L'entrée du personnel sur la 42^e rue n'est pas bien adaptée aux utilisateurs de fauteuil roulant par mauvais temps. Le personnel est invité à descendre les escaliers en cas d'intempéries. Les utilisateurs de fauteuil roulant doivent emprunter la voie non couverte qui monte et s'avère moins praticable lorsque le terrain est mouillé.
- Les portes automatiques du bâtiment du Secrétariat ne sont pas munies d'un toit où s'abriter en attendant l'ouverture des portes.
- Il y a un certain nombre de problèmes d'accessibilité dans les toilettes (portes lourdes, poignées inaccessibles). Par ailleurs, les toilettes accessibles sont souvent éloignées des salles de conférence.
- Il devrait y avoir plus de sièges permettant aux personnes à mobilité réduite de s'asseoir et de se reposer dans le bâtiment des conférences et celui de l'Assemblée générale.
- L'orientation dans le bâtiment des conférences et celui de l'Assemblée générale n'est pas facilitée pour les personnes ayant une déficience visuelle.
- Les données des annuaires pour les personnes qui cherchent à trouver quelqu'un au Secrétariat pourraient être améliorées. De tels renseignements pourraient être fournis à proximité des ascenseurs.
- Il est difficile de circuler sur les tapis en fauteuil roulant.
- Les allées de la boutique-cadeaux ne sont pas assez larges pour les fauteuils roulants.
- Le personnel de sécurité doit être formé pour pouvoir aider les personnes handicapées.
- Le bâtiment DC-1 n'est pas équipé d'un bouton extérieur permettant d'actionner les portes automatiques à l'entrée principale.

Annexe II

Améliorations apportées à l'accessibilité de la salle de l'Assemblée générale

(Informations fournies par le Secrétariat)

1. À la suite de l'enquête menée auprès des utilisateurs sur l'amélioration de l'accessibilité des locaux, le Bureau des services centraux d'appui a, en juillet et août 2018, apporté un certain nombre d'améliorations dans la salle de l'Assemblée générale et notamment aménagé l'accès en fauteuil roulant : a) au podium ; b) aux tables des délégués. En outre, le Bureau a retenu les services de spécialistes dans le domaine du handicap pour procéder à une étude sur l'accessibilité des locaux du siège. Le travail de terrain relatif à l'étude sur l'accessibilité s'est terminé en août 2018. Les conclusions de l'étude devraient être connues au cours du quatrième trimestre de 2018.
2. En ce qui concerne l'accès au podium en fauteuil roulant, deux possibilités sont désormais disponibles : a) une rampe et une plate-forme ; b) un élévateur mobile avec une plate-forme qui peut être placée temporairement à l'endroit du podium. Une petite équipe d'employés du Bureau des services centraux d'appui peut facilement ajouter ou enlever la rampe et la plate-forme ou l'élévateur et la plate-forme (lors de sa dernière utilisation le 25 septembre 2018, l'orateur a choisi d'utiliser la rampe et la plate-forme).
3. En ce qui concerne l'accès aux tables des délégués en fauteuil roulant, des aménagements ont été apportés à six tables situées dans la partie ouest de la salle de l'Assemblée générale. Les tables elles-mêmes ont été modifiées pour que les fauteuils roulants puissent passer sous les tables. De plus, la rangée de trois sièges de conseiller situés derrière ces tables a été remplacée par une chaise centrale relevable et deux chaises déplaçables pour qu'il soit plus facile de manœuvrer les fauteuils roulants derrière les tables de délégué (le remplacement des chaises fixes standard par des chaises relevables et mobiles ou vice versa se ferait entre les réunions, selon que de besoin). Les nouvelles mesures seront mises à l'essai pendant quelque temps afin de déterminer si d'autres changements sont nécessaires.
4. La tribune (arrière) dispose également d'un élévateur mobile pour fauteuils roulants qui peut être installé. L'escalier à l'est de la tribune peut être enlevé pour laisser place à l'élévateur. Comme ces éléments sont assez volumineux, l'installation ou l'enlèvement se ferait entre les réunions, en tant que de besoin. Il est possible d'ajouter une rampe pour permettre l'accès en fauteuil roulant à l'entrée sud de la salle GA-200.